

Slaght). J'espère que le ministre du Commerce abordera cette question quand il prendra part au débat. Nous devons donc, dis-je, dresser des hommes comme représentants de commerce et les placer à l'étranger, d'abord chez les Nations Unies et ensuite dans tous les endroits stratégiques où ils pourront aider à la vente des produits canadiens et agir comme intermédiaires pour l'achat de produits d'importations afin de pousser nos ventes d'exportations.

A l'heure actuelle, on ne porte pas assez attention à la consommation domestique de nos produits naturels. Nous ne devrions pas attendre que la pénurie du temps de guerre nous contraigne à renoncer à la consommation de produits de luxe importés tandis que nos produits également nutritifs restent entreposés. Prenons un exemple banal, si souvent employé, la pomme canadienne, et je citerai un chiffre confidentiel au sujet des importations de fruits et de légumes frais et d'autres denrées qui constituent en réalité des produits alimentaires de luxe. Les chiffres sont confidentiels, mais je ne vois pas en quoi ils peuvent encourager l'ennemi et ils sont très peu de nature à réjouir le Gouvernement, mais j'assume la pleine responsabilité de cette mention.

L'an dernier, nous avons importé pour \$24,476,326 de fruits frais. Rien ne nous empêche d'en remplacer une très grande partie par notre propre production. Je mentionne la chose pour encourager et inciter nos gens à produire davantage cette année. Je ne la mentionne pas tant à titre de critique que pour la signaler à l'attention de la population et de la Chambre. Nous avons importés pour \$5,199,003 de fruits desséchés et \$1,852,067 de jus de fruits. En 1934, nos importations de fruits frais se montaient à \$10,576,033. Même en 1938, elles s'élevaient à seulement 16 millions de dollars comparativement à 24 millions de dollars à l'heure actuelle. Cet accroissement est un indice de notre mode de vie luxueux et imprévoyant et auquel il faut mettre le holà, non seulement pour sauvegarder notre change étranger, mais aussi pour permettre au Royaume-Uni d'avoir accès à ces approvisionnements. Il faudrait mettre ces denrées de luxe à la disposition du Royaume-Uni et ne pas les importer au pays. Pourquoi les Anglais devraient-ils se passer d'oranges et de citrons? Pourquoi le spectacle d'une jeune fille en train de manger une banane devrait-elle arrêter la circulation sur les quais à Londres? Il y avait si longtemps que les gens n'avaient vu un de ces fruits. Nos troupes d'outre-mer devraient avoir le premier choix en ce qui regarde les aliments de luxe. Il serait très facile de remplacer les jus d'orange et de pamplemousse par du jus de pomme et du jus de tomate. Nous devrions produire cette

année plus de tomates et de pommes à cette fin et aussi pour compenser nos fortes importations de légumes. Le premier ministre a pris une certaine initiative en ce qui concerne la restriction de la consommation de la bière et des boissons alcooliques. Il serait peut-être plus simple d'encourager chez certains d'entre nous qui avons des caractéristiques de l'ancien temps la consommation de cidre pour tenir lieu de la consommation désordonnée de bière et de boissons alcooliques.

M. SLAGHT: Du cidre fermenté ou du cidre doux?

M. HARRIS (Danforth): Cela dépend du goût de mon honorable ami, mais le cidre et le jus de raisin pourraient remplacer ces breuvages. Nos importations de jus de fruits ont doublé en quatre ans. L'an dernier, nos importations de légumes frais étaient évaluées à \$9,190,192, alors qu'en 1934 leur valeur était de \$3,545,725. Pourquoi importer maintenant pour une valeur presque triple et gaspiller notre change en important des denrées alimentaires de luxe alors que nous avons tant besoin de fonds pour la guerre? La valeur globale de nos importations de légumes frais en 1939, la première année du conflit, n'était que de \$5,338,140 comparativement à une valeur actuelle de 9 millions de dollars, ce qui signifie que nous avons presque doublé nos importations de légumes frais depuis le début des hostilités. Ce n'est pas tout; nous subventionnons à même le trésor l'achat du consommateur de certaines de ces denrées, ce qui nous fait gaspiller notre change étranger, alors que nos propres fruits et légumes occasionnent des frais déraisonnables d'entreposage et autres.

Si nous tenons à ce que nos gens aient des emplois rémunérateurs après la guerre et si nous voulons que les douanes et l'accise produisent des revenus qui permettent de faire marcher les affaires du pays, nous devons veiller à ce que notre rouage financier du contrôle des importations ne se détraque complètement. En ce qui concerne les produits ouverts, l'industrie canadienne consent à l'importation en franchise de marchandises évaluées à des millions de dollars pendant la durée de la guerre. Ce même état d'esprit régnera pendant la période de restauration. Si c'est là une excellente chose pour le Canada en ce qui concerne les approvisionnements de guerre, on ne devrait pas appliquer cela à tous les approvisionnements non essentiels et qui ne se rapportent aucunement à notre effort de guerre.

La guerre fait évoluer considérablement le commerce mondial et l'économie mondiale. Il y a deux ans j'ai fait un relevé de l'approvisionnement du monde entier en matières premières. J'ai pris les chiffres de Genève